



Médiathèque IAURIF 2007

**LES PUBLICATIONS DE L'IAURIF
EN 2006**



SOMMAIRE

ETUDES.....	3
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	3
AMENAGEMENT RURAL	5
AMENAGEMENT URBAIN	5
ARCHITECTURE	5
CADRE JURIDIQUE	6
COLLECTIVITES TERRITORIALES	6
ECONOMIE	6
EMPLOI - FORMATION - EDUCATION.....	8
ENVIRONNEMENT - PAYSAGE.....	8
EQUIPEMENTS.....	9
FONCIER - PROPRIETE.....	9
HABITAT - LOGEMENT	10
INFORMATION - DOCUMENTATION - COMMUNICATION	10
RESSOURCES - NUISANCES.....	11
SCIENCES HUMAINES	11
TOURISME - LOISIRS	11
TRANSPORTS.....	12
NOTE RAPIDE	18
NOTE RAPIDE GESTION LOCALE. (IA P.246/14)	18
NOTE RAPIDE POPULATION-MODES-DE-VIE. (IA P.246/5).....	18
NOTE RAPIDE SECURITE ET COMPORTEMENTS. (IA P.246/11).....	20
NOTE RAPIDE SUR L'ECONOMIE. (IA P.246).....	20
NOTE RAPIDE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE. (IA P.246/12).....	21
NOTE RAPIDE SUR LES TERRITOIRES DE L'AMENAGEMENT. (IA P.246/10).....	21
CAHIERS DE L'IAURIF. (IA P.117).....	23
LIBAN : RETOUR SUR EXPERIENCE.-CAHIERS DE L'IAURIF NO 144. MARS 2006	23
IMMOBILIER D'ENTREPRISE : NOUVELLE GEOGRAPHIE, NOUVELLES STRATEGIES.- CAHIERS DE L'IAURIF NO 145. OCTOBRE 2006	28

Retrouvez toutes les publications de l'IAURIF à la médiathèque
Ouvert tous les jours
de 10 h à 17 h sans rendez-vous
15 rue Falguière, Paris 15e

01 53 85 79 17

mediatec@iaurif.org

www.iaurif.org

Aménagement du territoire

Liotard, Martine

1990-2005. Trajectoire de cinq sites stratégiques du SDRIF.-

214 p., cartes, fig., tabl., bibliogr., ann.

La révision du schéma directeur de la Région Ile-de-France de 1994 (SDRIF) est l'occasion de remettre en cause quelques uns de ses fondements. Ainsi, le SDRIF identifie treize "pôles privilégiés" du développement régional à développer (comme Paris ou La défense) et les distingue des "sites stratégiques", c'est-à-dire des territoires à construire ou à consolider. Cette étude analyse les démarches et le parcours de quelques uns de ces sites sur les quinze dernières années afin de faire émerger des questions sur les objectifs initiaux, les contenus et les méthodes de la planification régionale. Ce travail est strictement technique et s'appuie sur des productions récentes sur l'état de l'Ile-de-France (bibliographie en fin d'étude). Chacun des cinq sites est analysé de la façon suivante : présentation d'éléments clés (chiffres-clés, dates-clés) ; spécificité du site par rapport aux autres sites étudiés ; historique de l'aménagement du site ; du projet aux réalisations ; les points-clés.

IA 47656

Pagès, Jean-Louis (dir.)/Said, Victor (dir.)

Schéma de référence stratégique du littoral de Casablanca. Schéma de stratégie spatiale d'aménagement. Rapport n 3.-

49 p., cartes, fig. + 1 carte 1/20000ème b.t.

Ce projet de schéma de référence stratégique se compose de quatre phases. La première consiste à dresser un diagnostic du territoire, la deuxième est une démarche de concertation et ce rapport est la troisième phase du projet, qui a pour objectif la réalisation du schéma de stratégie spatiale d'aménagement qui traduit les principes de cohérence d'aménagement partagés approuvés en deuxième phase. A l'issue de cette démarche, une quatrième phase verra le jour, composée de deux volets : une identification des enjeux prioritaires à mener et la définition des composantes des deux plans d'aménagement sectoriels sur le "coeur de ville" et sur la "coupure verte" de Sindibad. Ce projet est résumé par une carte à l'échelle 1/20000ème en complément du rapport.

IA 47357

Plan de développement stratégique et schéma directeur d'aménagement urbain (SDAU) de la Wilaya de la région du grand Casablanca. Projet de diagnostic et enjeux du développement. Rapport n 3.-

pag. div., cartes, phot., ill., graph.

L'ambition de ce schéma est de hisser Casablanca au rang des métropoles mondiales. Pour cela, ce document fait le point, dans une première partie, sur les forces et faiblesses de la capitale économique marocaine. Sa grande force réside principalement dans le marché potentiel que représente une population de plus de 3 millions d'habitants, sa position géographique et sa qualité patrimoniale. Par contre, elle souffre d'un manque de croissance économique, ce qui génère une faiblesse de l'emploi et des revenus. Les équipements industriels sont peu diversifiés, les infrastructures de transports sont insuffisantes et l'environnement est dégradé par des nuisances. Cependant, Casablanca peut saisir les opportunités liées aux marchés économiques européens et au tourisme mondial, mais doit se méfier de la concurrence mondiale et même régionale (Tanger par exemple). Les défis des années à venir résident surtout dans sa démographie, avec une montée d'adultes qui se retrouveraient sans emploi, dans la qualité du cadre de vie et dans l'amélioration des transports. Le rapport préconise donc volontairement un avenir audacieux pour le Casablanca de 2030 : il faut renforcer le rayonnement extérieur, développer l'offre de formation, maintenir l'offre de logement, améliorer sensiblement l'accès à l'éducation et la santé, développer les transports, régler les problèmes de pollution et d'assainissement et maîtriser le développement urbain. Il

faudra également agir sur la gouvernance et le foncier. Enfin, le rapport décrit les territoires clés en périphérie de la zone dense à prendre en compte dans le SDAU de Casablanca.

IA 47297

Plan de développement stratégique et schéma directeur d'aménagement urbain (SDAU) de la Wilaya de la région du grand Casablanca. Diagnostic et vision stratégique partagés. Rapport n 4.-

pag. div., cartes, phot., tabl., graph., fig.

Le grand Casablanca, capitale économique du Maroc, aspire en ce début du XXIème siècle à occuper une place de choix parmi les grande métropoles mondiales. Il doit pour cela surmonter nombre de difficultés et de défis et mobiliser tout son potentiel dans le cadre d'un projet de développement stratégique. L'actuel rapport est le fruit de dix mois de travail pour proposer un diagnostic, et de quatre mois de concertations qui ont permis de faire connaître, de discuter, de recevoir les observations des différents partenaires et de les y intégrer. Les ateliers thématiques se sont tenus au sein de l'Agence Urbaine de Casablanca et les ateliers territoriaux ont suivis dans chaque préfectures et provinces de la Wilaya. La première partie du rapport est une évaluation des forces et faiblesses du territoire selon une approche analytique et prospective. La seconde partie développe les ambitions et les défis et esquisse quelques premières orientations pour le futur. Elle aborde enfin les enjeux territoriaux. Les documents en rapport avec la concertation sont disponibles dans une annexe : IA 47952(2).

IA 47952(1)

Plan de développement stratégique et schéma directeur d'aménagement urbain (SDAU) de la Wilaya de la région du grand Casablanca. Concertation autour du diagnostic. Rapport n 4, annexe.-

non pag., tabl.

Ce document est une annexe au rapport édité en juin 2006 par l'IAURIF : "Diagnostic et vision stratégique partagés. Rapport N 4". Il contient une synthèse des concertations avec les différents acteurs du projet et quelques documents illustrant les échanges entre les partenaires (lettres, documents intermédiaires ...)

IA 47952(2)

Plan de développement stratégique et schéma directeur d'aménagement urbain de la Wilaya de la Région du grand Casablanca. Esquisses de scénarios de développement durable. Rapport n 5, novembre 2006, V2.-

158 p., tabl., cartes

2007 sera une année charnière pour le Schéma directeur d'aménagement urbain (SDAU) du Grand Casablanca. Après 20 mois de concertation et de travaux techniques, l'exploration des choix spatiaux et des projets à retenir peut être envisagée. Ce 4ème rapport porte sur les scénarios de développement retenus aux cours des phases de concertation sur le premier projet de diagnostic. Cette étude sera donc suivie d'une seconde période de concertation, qui aboutira, après plusieurs étapes, à l'élaboration du nouveau SDAU. Ce rapport se compose de quatre parties : une exposition de la vision stratégique découlant du diagnostic partagé ; un dimensionnement du projet et un cadrage quantitatif ; une présentation des orientations sectorielles et de leur transcription dans l'espace ; une présentation des trois scénarios retenus et qui seront soumis au débat.

IA 48167

Schéma directeur de la Région Ile-de-France. Projet version 1. 15 novembre 2006.-

174 p., tabl.

Le SDRIF a pour objectif de promouvoir un aménagement fort de l'identité et des projets de tous les territoires franciliens. Le projet régional d'aménagement privilégie une planification souple et évolutive, appuyée sur une géographie stratégique et prioritaire, adaptée aux identités territoriales, qu'elles soient départementales, intercommunales, locales, interrégionales. Faisant du "Fleuve", un élément de dynamisme et d'identité régionale, le SDRIF vise une écorégion solide et solidaire au sein du Nord-Ouest

européen. Le rapport présente les défis et les objectifs pour une Ile-de-France durable, les orientations fondamentales pour l'aménagement de l'Ile-de-France, les politiques partenariales de mise en oeuvre. Il explique le processus d'évaluation et propose des indicateurs de suivi et d'évaluation du SDRIF.

IA 48004(1)

Vers le "Projet de SDRIF V1". La cartographie du projet de SDRIF.-

57 p., cartes, graph.

Le document regroupe l'essentiel des éléments cartographiques qui sont pressentis dans le projet de SDRIF. les cartes sont présentées dans l'ordre de lecture du document projet de SDRIF.

IA 48004(2)

Aménagement rural

Biasi, Laure (De)/Boulin, Françoise/Cauchetier, Bernard/Costille, Julien/Darley Fillastre, Amélie (dir.)/Ferrer, Julianne (dir.)/Laruelle, Nicolas/Legenne, Corinne/Missonnier, Julie/Tellier, Gaëlle

Pressions (Les) foncières dans les milieux agricole et naturel. Analyse du marché foncier observé par la SAFER Ile-de-France (1994-2004).-

53 p., tabl., cartes, graph., phot., bibliogr.

Le marché foncier des biens agricoles et naturels reflète l'attractivité des espaces ruraux franciliens. Ce rapport étudie l'ampleur et la localisation de la pression foncière qui s'exerce en milieu rural sur la période 1994-2004. Pour cela, les auteurs analysent les données de la SAFER issus des déclarations d'intention d'aliéner (DIA). Cette étude consiste à identifier les espaces soumis à des pressions foncières, à expliquer les causes de ces pressions et à en décrire les conséquences. Après l'analyse du marché global et par segment de marché des espaces naturels et agricoles sur la période donnée, l'étude évalue les risques de changement de destination et les disparités territoriales du marché.

IA 47843

Aménagement urbain

Lecomte, Dominique

Stratégie (La) d'aménagement et de développement économique de la Randstad-Hollande. Note de synthèse.-

10 p., carte, tabl., ann.

Ce rapport est une synthèse du projet d'aménagement et de développement économique proposé en Juin 2004 par la Randstad-Hollande intitulé "Economic Strategy Randstad Holland" (IA 47539). Ce projet propose entre autre de renforcer la cohésion interne de la région, d'accroître l'offre en immobilier d'entreprise et de faciliter le développement de l'économie de la connaissance. Il doit servir de base aux discussions budgétaires entre le gouvernement national et les autorités locales pour sélectionner les investissements prioritaires.

IA 47537

Architecture

Bramat, Catherine/Dugény, François/Gotlieb, Carlos

Bureau (Un), des bureaux. Un espace, des architectures.-

49 p., bibliogr., phot.

Chaque année, l'IAURIF ouvre ses portes aux visiteurs extérieurs intéressés par l'architecture contemporaine à l'occasion des Journées européennes du Patrimoine. Cette année, l'Institut a voulu évoquer les bureaux sous l'angle architectural et historique. Bureau d'étude régional, l'IAURIF s'intéresse en effet à cette problématique au travers des évolutions d'un marché de l'immobilier d'entreprise qui regroupe aujourd'hui 48 millions de m2 de bureaux en Ile-de-France. Cette publication est l'occasion de parcourir l'exposition qui s'articule de façon chronologique autour des moments forts de l'histoire de l'architecture de bureaux. Des Offices de Florence aux "Tours des records" des nouveaux pays

industrialisés, ce fascicule illustre la richesse de ce patrimoine à travers l'espace et le temps. Un chapitre est également consacré aux anciens locaux du journal Le Monde, qu'occupe l'IAURIF depuis 1996.
IA 47884

Cadre juridique

Lmoussaoui, Errachid/Nascimento, Iuli

Directives (Les) européennes et les conventions internationales de protection de l'environnement.-

94 p., tabl., ann.

Ce document présente les directives environnementales de l'Union Européenne et un certain nombre de conventions et protocoles internationaux desquels la France est signataire. Après avoir rappelé les modes d'applications et implications des directives, une présentation thématique en est faite. Ces directives et conventions concernent la qualité de l'air avec trois axes qui sont la pollution des installations industrielles, l'amélioration de la qualité de l'air ambiant et les normes concernant les émissions de composés organiques volatils; la préservation de la biodiversité; les nuisances sonores concernant les véhicules à moteur, la nuisance des aéroports, l'évaluation du bruit; les déchets avec, entre-autre, les réductions et la prévention de la pollution atmosphérique, l'élimination des huiles usagées, le traitement des déchets... Les domaines de la protection l'eau et de l'énergie sont aussi traités avec les directives concernant l'utilisation des biocarburants et l'éco-conception de nouveaux produits consommateurs d'énergie mis sur le marché. Pour les risques environnementaux d'autres exigences sont mises en avant. La participation du public aux projets environnementaux et l'évaluation des incidences de la mise en place de certains plans et programmes sur l'environnement sont les derniers points abordés par ce rapport. En annexe, figurent des conventions, protocoles, plans ou déclarations internationales majeurs concernant l'environnement avec, par exemple le document d'information sur le Réseau écologique paneuropéen.

IA 47654

Collectivités territoriales

Chauvel, Jean-Pierre/Guibard, Bénédicte

Finances (Les) locales en Europe. Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni.-

111 p., bibliogr., cartes, fig., phot.

La première partie de ce rapport dresse un aperçu des principales tendances européennes sur les finances locales des collectivités. Quatre tendances se dégagent. On observe en premier lieu une perte de pouvoirs des collectivités locales, malgré les volontés de décentralisation. De plus, les collectivités de second niveau ont un poids variable selon les pays, sauf au Royaume-Uni, qui ne possède pas de hiérarchie de collectivité. En troisième lieu, l'étude fait état des contraintes financières de plus en plus fortes pesant sur les collectivités locales. En dernier lieu, le rapport analyse la structure variable des recettes locales. Enfin, dans un second chapitre, les auteurs analysent le partage des ressources et des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales de cinq pays européens : Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni.

IA 47981

Economie

Delaporte, Carole (dir.)

Synthèse régionale de l'offre commerciale existante et en projet en Ile-de-France.-

23 p., tabl., cartes

Ce rapport a pour objectif de produire une cartographie de l'offre commerciale existante et en projet en Ile-de-France. Il est le résultat des travaux d'un groupe de travail composé d'organismes publics engagés dans la gestion territoriale du commerce en Ile-de-France. Après avoir présenté les objectifs et la méthodologie, une carte en format A3 commentée est proposée en fin de rapport.

IA 48105

Guéry, Pascale/Lartigue, Sylvie/Petit, Thierry/Soulard, Odile

Schéma régional de développement économique. Un diagnostic pour l'Ile-de-France.-

100 p., cartes, tabl., graph., bibliogr.

Ce rapport constitue une première étape de l'élaboration du schéma régional de développement économique (SRDE) de la Région Ile-de-France. Depuis la loi du 13 Août 2004, les régions sont chargées de proposer une stratégie pour le développement économique équilibré de leur territoire. Cette étude propose donc un diagnostic de l'économie francilienne en s'inspirant des précédents travaux des acteurs régionaux comme la Direction Régionale de l'Équipement, le Conseil Economique et Social, la Chambre de Commerce, l'INSEE ou la Banque de France. Ce diagnostic se compose de cinq volets : un point sur la situation de l'Ile-de-France aujourd'hui ; une analyse du tissu productif francilien ; une lecture spatiale de l'économie dans l'espace régional et des dynamiques portées par les acteurs territoriaux ; une identification des point saillants et des pistes d'actions à creuser dans le cadre de la construction de la stratégie régionale. Les annexes font l'objet d'un second tome (IA 47653(2)).

IA 47653(1)

Guéry, Pascale/Lartigue, Sylvie/Petit, Thierry/Soulard, Odile

Schéma régional de développement économique. Un diagnostic pour l'Ile-de-France. Annexe : Le tissu productif francilien.-

non pag., tabl., graph., cartes, bibliogr.

Ce dossier regroupe un ensemble d'indicateurs sur le système productif francilien présentés sous forme de tableaux et de graphiques qui ont servi de base à l'élaboration du rapport "Schéma régional de développement économique. Un diagnostic pour l'Ile-de-France" (IA 47653(1)). Le rapport propose tout d'abord un cadrage sectoriel et territorial de l'emploi en Ile-de-France. Des données sur l'activité productive francilienne sont ensuite présentées par secteurs d'activités et les auteurs proposent une brève analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces pour chaque secteur.

IA 47653(2)

Guigou, Brigitte/Lecomte, Dominique (coord.)/Lecroart, Paul (coord.)/Palisse, Jean-Pierre/Navarre, Danièle

Madrid, une région en forte croissance. Aménagement et planification. Compte-rendu de visite (3-5 mai 2006).-

47 p., phot., cartes, tabl.

Ce rapport rend compte d'une visite de l'IAURIF à la Communauté urbaine de Madrid. En effet, la Communauté autonome de Madrid et METREX ont organisé, du 3 au 5 mai 2006, un congrès international sur le thème "Planification et développement durable des Régions Capitales". Ce congrès a été l'occasion de mieux connaître la Communauté de Madrid, notamment à travers ces quatre problématiques : l'économie, le développement urbain, les transports et la mobilité, l'habitat et la ségrégation sociale.

IA 48005

Leroi, Pascale (coord.)

Economie (L') en Ile-de-France : tendances et dynamiques. Carte de synthèse 2006.-

19 p., cartes, tabl., graph.

Cette étude est un support complémentaire à l'élaboration du Schéma Régional de Développement Economique (SRDE) et s'appuie sur une relecture du rapport édité par l'IAURIF en 2004 : "Tendances et dynamiques économiques en Ile-de-France, synthèse cartographique" (IA 45527). Ce rapport synthétise en une carte les informations issues de différentes analyses économiques de l'Ile-de-France. Les informations sont hiérarchisées selon trois thématiques : la structure économique de la région, le dynamisme économique et les secteurs d'activités dominants.

IA 47349

Recueil de cartes : Les zones d'activités dans la Région Ile-de-France - Les informations disponibles - Objectif : réorienter une recherche d'implantation - Localisation des terrains disponibles en Ile-de-France.-

non pag., cartes

Cette présentation a pour objectif de dresser la synthèse cartographique des tendances et de la dynamique économique de la Région Ile-de-France. Elle présente une série de cartes, selon quatre thématiques : dynamique des pôles d'emploi ; marché du travail et pôles d'emploi ; marchés de l'immobilier d'entreprise ; spécialisations de l'économie.

IA T.7228

Emploi - Formation - Education

Berny, Corinne (De)/Roy, Nathalie/Thévenot, Laure/Kessler, Estelle/

Préparation des schémas des formations sanitaires et sociales. "Diagnostic quantitatif partagé".-

417 p., tabl., graph., ann.

Dans le contexte d'une nouvelle phase de la décentralisation, la Région devient un acteur privilégié dans la programmation des formations sanitaires et sociales. Elle est maintenant compétente dans l'organisation, le financement et la programmation de l'offre de formation professionnelle. De façon plus large, elle est chargée d'élaborer le Plan de Développement des Formations Professionnelles (PRDFP). En Ile-de-France, ce plan s'articule aux autres grands schémas stratégiques de la Région : le Schéma Directeur (SDRIF) et le Schéma Régional de Développement Economique (SRDE). Un ensemble de travaux a été mené depuis 2004 pour aboutir à ce diagnostic partagé, qui s'articule autour de trois grands axes : un préambule socio-démographique basé sur les travaux réalisés par l'IAURIF ; un chapitre sur la formation, décomposé en sanitaire, social et propédeutique ; un dernier volet consacré à l'emploi. Chaque item comporte des encarts méthodologiques destinés à apporter au lecteur des précautions dans l'interprétation et l'utilisation des données.

IA 48139

Environnement - Paysage

Blum, Emmanuel/Bordes-Pagès, Elisabeth (dir.)/Faytre, Ludovic/Montillet, Philippe/Pagès, Jean-Louis/Pruvost-Bouvattier, Manuel/Ropital, Corinne/Saigault, Jean-François

Fleuve (Le), élément incontournable pour un développement régional durable.-

39 p., phot., cartes, graph.

Les travaux menés pour réviser le Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) ont permis de mettre en évidence le rôle d'axe structurant de la planification régionale que doit jouer le fleuve. En effet, la Seine et ses canaux sont les axes de communication et d'échanges avec d'autres régions et le nord de l'Europe. Ils ont été pendant des siècles les hauts lieux du développement économique et urbain. Ils ont également subis le revers de leurs multiples usages. L'IAURIF a donc établi cette présente synthèse pour sensibiliser le plus grand nombre sur l'importance de cette problématique transversale. Pour bien appréhender les différentes thématiques, l'étude s'appuie sur les caractéristiques physiques, géographiques et humaines du fleuve, en prenant particulièrement en compte : ses composantes géographiques ; son caractère vivant ; son histoire ; ses dimensions patrimoniales (naturelles et bâties).

IA 47793

Nascimento, Iuli/Carrage, Simon/Morel, Audrey

Indicateurs stratégiques de développement durable. Indicateur de Qualité Socio-économique (IQS) et Indicateur de Qualité de l'Ecosystème (IQE).-

110 p., tabl., graph., phot.

Ce rapport a pour objectif de tester la faisabilité de construction d'un indicateur synthétique de développement durable d'après la méthode de Robert Prescott-Allen. Le cadre méthodologique proposé ici pourrait être applicable à la Région Ile-de-France et faciliterait l'intégration du concept de

développement durable aux grandes thématiques du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF). Cette étude correspond à une phase exploratoire précédant l'application de la méthode d'analyse multicritères des indicateurs techniques proposés par l'IAURIF.

IA 47946

Pigato, Laetitia/Thibault, Christian/Vandeputte, Françoise

Espaces naturels régionaux. Atlas des périmètres d'intervention foncière et des espaces acquis. Situation au 31 décembre 2005.-

79 p., cartes, tabl.

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France met en oeuvre une politique d'acquisition et d'aménagement des grands sites naturels que la Région veut préserver de l'urbanisation. Au 31 décembre 2005, on recensait 68 périmètres d'intervention foncière d'une superficie de 33 290 ha (dont 11 583 ha acquis). Cet atlas regroupe 68 cartes extraites du Système d'information géographique régional (SIGR) de l'IAURIF, qui enrichi en partie la base de données sur les espaces verts et boisés publics.

IA 47944

Contrainte énergétique et adaptations urbaines en Ile-de-France. Ateliers de prospective. Atelier 1, 20 octobre 2006.-

CD-ROM

Ce CD-ROM a été livré en accompagnement aux participants de l'Atelier prospectif n 1 sur le thème de la contrainte énergétique qui a eu lieu à l'IAURIF le 20 octobre 2006. Ce CD-ROM contient des données de cadrage ainsi qu'une bibliographie, des textes de référence, des documents en texte intégral et les présentations des experts Pierre Radanne et Véroniques Lamblin.

IA CD72

Equipements

Albe, Séverine

Ville d'Avray. Evolutions démographiques. Estimation des besoins pour la petite enfance, les scolaires et les personnes âgées.-

67 p., tabl., graph., cartes

Dans le cadre d'un programme national de construction de logements sociaux, la commune de Ville-D'Avray a demandé à l'IAURIF d'étudier les demandes de logements sociaux des habitants pour mettre en place un projet d'aménagement qui corresponde au mieux à leurs attentes. Après avoir évalué le nombre et la taille de logements à construire, cette étude part de scénarios démographiques dressés à partir d'outils de simulation pour évaluer les besoins en équipements destinés à la petite enfance, aux enfants scolarisés dans le premier degré et aux personnes âgées.

IA 47354

Foncier - Propriété

Altun, Gulseren/Darley Fillastre, Amélie (dir.)/Ferrer, Julianne

Repérage des sites potentiellement mutables de plus de 10 ha en Ile-de-France. Présentation des emprises repérées offrant des possibilités de valorisation.-

43 p., tabl., cartes

Ce travail a été initié par la Région Ile-de-France et l'IAURIF en 2004 et a pour objectif de repérer les zones mutables, c'est-à-dire les sites où l'on peut envisager un changement d'usage. La présente étude a permis de recenser et de renseigner 547 emprises sur tout le territoire francilien. Cette note présente chaque site selon sa nature et analyse les emprises, les surfaces qu'ils représentent et les logiques de valorisation dans lesquelles ils s'inscrivent. La méthodologie de ce projet est parue sous le titre : "Construction d'une méthodologie pour un repérage des sites potentiellement mutables de plus de 10 ha en Ile-de-France" (IA 47457).

IA 47792

Catalogue des POS conservés à l'IAURIF. Novembre 2006.-

50 p., tabl.

Ce tableau est issu du recensement des POS réalisé en 2006. Il s'agit d'un répertoire des dossiers des POS des communes d'Ile-de-France conservés par la médiathèque de l'IAURIF. La répartition par commune permet de suivre l'évolution de l'aménagement à travers les différents documents d'urbanisme.

IA 48050

Habitat - Logement

Canal, Anne-Marie/Massot, André

Plans (Les) de sauvegarde des copropriétés en Ile-de-France.-

139 p., tabl., graph.

Le plan de sauvegarde, institué par la loi sur le pacte de relance pour la ville de 1996, est une intervention publique dans le secteur privé. En partenariat avec la préfecture, la municipalité et les copropriétaires, ce plan est un programme d'intervention mené sur cinq années qui vise à redresser la situation de copropriétés rencontrant des difficultés dans différents domaines : charges impayées, gestion défaillante, travaux nécessaires et pourtant non réalisés, paupérisation des habitants, dévalorisation des constructions ... Fin 2005 début 2006, on dénombre 76 copropriétés concernées par ce plan en Ile-de-France. Ce rapport dresse un état de la situation de ces copropriétés et de l'avancement de leurs plans de sauvegarde. En conclusion, une issue globale est proposée.

IA 47610

Guillouet, Jean-Jacques/Pauquet, Philippe

Logements (Les) vacants en Ile-de-France. Un parc qui participe très largement au fonctionnement du marché immobilier.-

53 p., tabl., graph., bibliogr.

Cette étude s'attache à faire le point sur la disponibilité du parc de logement vacants en Île-de-France. En d'autres termes, il s'agit de savoir si la vacance correspond à des dysfonctionnements du marché ou est plutôt consécutive à la mobilité résidentielle des ménages. Dans une première partie, ce rapport dénombre les ménages mobiles et les logements vacants et explicite le lien qui peut exister entre eux. Dans un second temps, le rapport dresse une typologie des logements vides et la met en regard avec les logements occupés récemment afin de savoir si ce parc est à l'image du parc occupé récemment (et donc lié à la mobilité résidentielle) ou non (c'est à dire hors marché).

IA 47324

Information - Documentation - Communication

Perrin, Laurent

Qu'est-ce que le Visioning peut apporter à la planification régionale ? Une analyse des expériences de Southern California Compass et Cambridge Futures.-

33 p., phot., graph., cartes, fig., tabl., ann., bibliogr.

Le visioning est une pratique anglo-saxonne qui consiste à imaginer l'avenir d'un quartier, d'une ville, voire d'une région toute entière sous forme de modèles de simulation. Ce rapport analyse et tire les enseignements de deux démarches de visioning étudiées en 2004 : l'une, Southern California Compass, est américaine et l'autre, Cambridge Futures, est anglaise.

IA 47346

IAURIF (L') dans la presse. Edition 2005.-

non pag., graph., tabl., fig., phot.

Ce dossier contient tous les articles de presse parus en 2005 qui relatent les travaux de l'IAURIF. En 2005, plus d'une centaine d'articles sont parus, principalement sur les thèmes suivants : la parution de l'Atlas de

la santé en Ile-de-France ; l'insécurité et l'évolution de la délinquance en Ile-de-France ; l'Atlas rural et agricole en Ile-de-France ; l'actualisation du MOS ; la vie en ville nouvelle ; le calcul de l'empreinte écologique des Franciliens ; les universités en Ile-de-France ; le contrat du Grand Casablanca.
IA 47527

Ressources - Nuisances

Cordeau, Erwan (dir.)/Gourlot, Nathalie

Zones de calme et aménagement. Etude exploratoire sur la notion de "zone de calme". Les enseignements pour l'Ile-de-France.-

163 p., bibliogr., ann., tabl., cartes., graph.

Cette étude exploratoire a pour objectif de mieux appréhender la notion de "zone de calme" afin de pouvoir améliorer à long terme la qualité de vie des franciliens. Elle s'inscrit dans le contexte des réflexions sur l'environnement sonore engagées en 1999 par la Région Ile-de-France dans le Schéma de Services Collectifs des Espaces Naturels et Ruraux, et plus largement dans le texte de la directive européenne sur la gestion et l'évaluation du bruit dans l'environnement du 25 juin 2002. L'étude est constituée de trois volets : un état des lieux non exhaustif des connaissances en la matière de part le monde ; une consultation des professionnels de l'environnement sonore par le biais d'une enquête diffusée en France et à l'étranger, accompagnée d'entretiens semi-directifs auprès d'acteurs franciliens ; une analyse critique de la première proposition d'approche régionale de cette problématique inspirant une autre transcription cartographique des zones de calme en Ile-de-France.

IA 48060

Sciences humaines

Beaufils, Sandrine/Louchart, Philippe/Lacoste, Gérard

Modes de vie en ville nouvelle. Le point de vue des habitants. Logement, emploi, mobilité, sociabilité-

55 p., graph., tabl., phot., bibliogr.

Cette étude s'appuie sur une enquête réalisée auprès d'un échantillon de 4800 habitants des cinq villes nouvelles d'Ile-de-France. Cette enquête, qui s'inscrit dans le cadre du programme interministériel d'histoire et d'évaluation des villes nouvelles, avait pour objectif de dresser un bilan de la perception qu'ont les habitants de leurs villes nouvelles, quarante ans après leur conception dans le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Parisienne (SDAURP), initié par Paul Delouvrier. Ce rapport analyse les principaux résultats obtenus, notamment en terme de qualité de vie et autour de problématiques liées au logement, à la mobilité, à l'emploi, aux déplacements, à la qualité des transports, aux équipements et aux commerces.

IA 47428

Tourisme - Loisirs

Blum, Emmanuel

Pôles touristiques régionaux prioritaires en Ile-de-France.-

73 p., ann., cartes, fig., phot., graph., tabl.

Le concept de pôle touristique a émergé lors des contrats de plan Etat/Région 2000-2006 pour renforcer la compétitivité des pôles, valoriser les sites et faire émerger de nouveaux pôles. Avec son schéma régional du tourisme et des loisirs, l'Ile-de-France a défini en 2000 des pôles touristiques prioritaires pour rationaliser la conception, la fabrication, la promotion et la vente de produits touristiques qui créent une véritable identité territoriale. Ce rapport dresse le bilan de six années de politique régionale des pôles touristiques prioritaires en Ile-de-France et décrit sept des huit pôles en présentant leur stratégie de développement, les projets portés dans le cadre du pôle, certains enjeux spécifiques du territoire et un bilan du pôle.

IA 47401

Camors, Carine/Soulard, Odile (dir.)/Guery, Pascale

Industries (Les) culturelles en Ile-de-France.-

196 p., phot., fig., graph., cartes, ann., bibliogr.

Cette étude dresse le bilan de l'activité économique liée à l'implantation d'industries du cinéma, de l'édition et de l'audiovisuel, de la musique et des jeux vidéos et des loisirs interactifs sur le territoire francilien. Pour chacun de ces secteurs, l'auteur distingue les éléments de cadrage généraux, les spécificités franciliennes par rapport au contexte mondial et les enjeux à venir. En conclusion, l'auteur préconise d'innover pour faire rayonner davantage ces acteurs économiques capitaux pour l'Ile-de-France.

IA 47460

Loisirs (Les) des franciliens. Exposition à la médiathèque de l'IAURIF.-

101 p., phot., bibliogr., carte

A l'occasion de la sortie des études de l'IAURIF intitulées "Industries (Les) culturelles en Ile-de-France" (IA 47460) et "Les pôles touristiques régionaux prioritaires en Ile-de-France" (IA 47401), la médiathèque de l'IAURIF propose une exposition sur le thème des loisirs des franciliens. Ce document rassemble donc une série de références bibliographiques, de sites Internet et de photographies sur le tourisme, la culture et le sport. Une carte permettant de localiser les bases de loisirs en Ile-de-France complète ce document.

IA 47588

Transports

Carpentier, Séverine/Goldberg, Jonathan/Meyere, Alain/Servant, Louis

Transports et Energie en Ile-de-France. Rapport de synthèse. Contribution du sous-groupe "Energie" du groupe "Mobilité et Transports".-

78 p., graph., tabl., ann., bibliogr.

Dans le cadre de la révision en cours du SDRIF, un groupe de travail composé d'experts de l'IAURIF, de la DREIF et du STIF s'est réuni afin de faire le point sur les enjeux et les évolutions possibles en matière de politique énergétique, notamment dans le domaine des transports en Ile-de-France. Les tensions actuelles sur le marché de l'énergie ont ravivé le débat sur les conséquences de l'utilisation d'énergies fossiles, selon deux thématiques : un baril durablement cher suite au futur pic de production de pétrole conventionnel et le rôle des émissions de gaz à effet de serre sur le climat. De nombreux points de désaccord persistent sur ce thème, mais les auteurs vont traiter ici des points suivants : le cadre global de la problématique, qui s'appuie sur les connaissances actuelles communément admises et les divers scénarios prospectifs ; les spécificités de l'Ile-de-France ; les différents scénarios nationaux ; les évolutions technologiques ; la stratégie à suivre ; les actions possibles dès à présent.

IA 47669

Cioni-Villa, Virginie/Cransac, Laurie/Galland, Jean-Claude/Gorrand, François/Lerolle, Hervé/Nguyen-Luong, Dany/Nolorgues, Laurence

Ligne H (nord-ouest de Paris). Etude des flux et des potentialités de développement. Rapport final.-

117 p. + pag. div., tabl., graph., cartes, ann.

Le département du réseau transilien d'Ile-de-France de la SCNF souhaite améliorer la desserte de ses trains sur la ligne H (nord-ouest de Paris) et la ligne R (sud de Melun). L'IAURIF est chargé d'étudier ici les potentialités de développement sur la ligne H, composée de cinq axes : Paris - Pontoise ; Paris - Persan via Monsoult-Maffliers ; Paris - Persan via Valmondois ; Paris - Luzarches ; Pontoise - Creil. Après avoir présenté les données socio-économiques de l'aire d'étude, l'étude a pour premier objectif de présenter les flux de déplacements qui agissent sur ce territoire. Cette partie s'intéresse principalement aux flux domicile/travail et met en évidence la forte concentration de flux migratoires sur Paris et la zone centrale pour tous les modes de transports. Dans un second temps, l'étude analyse le réseau routier existant et futur ainsi que le trafic, en distinguant Paris et le nord de Paris. La seule perspectives de développement du réseau dans l'aire d'étude est le prolongement du BIP-est depuis la A1 jusqu'à la RN1. A moyen terme, on ne devrait donc pas assister à une modification de l'offre de transport routier, et donc une répartition

modale. Les auteurs s'attachent ensuite à analyser le réseau de bus actuel et futur. Il est possible que la situation évolue légèrement avec un renforcement des fréquences de passage et des conséquences sur le développement de trafic dans quelques gares. En dernier lieu, l'étude se concentre sur les potentialités de développement à l'horizon 2020 pour chacune des 27 communes étudiées. Le document est complété par un atlas comprenant des fiches communales cartographiques en fin d'ouvrage.

IA 47614

Cioni-Villa, Virginie/Cransac, Laurie/Galland, Jean-Claude/Gorrand, François/Lerolle, Hervé/Nguyen-Luong, Dany/Nolorgues, Laurence

Ligne R (sud de Melun). Etude des flux et des potentialités de développement. Rapport final.-

108 p. + pag. div., tabl., graph., cartes, ann.

Le département du réseau transilien d'Ile-de-France de la SCNF souhaite améliorer la desserte de ses trains sur la ligne H (nord-ouest de Paris) et la ligne R (sud de Melun). L'IAURIF est chargé d'étudier ici les potentialités de développement sur la ligne R, composée de trois axes : Melun - Montereau via Livry-sur-Seine et Champagne-sur-Seine ; Melun - Montereau via Bois-le-Roi et Saint-Mammès ; Melun-Souppes-Château-Landon (ligne de Montargis). Après avoir présenté les données socio-économiques de l'aire d'étude, l'étude a pour premier objectif de présenter les flux de déplacements entre les grands secteurs de l'aire d'étude et d'échanges avec l'extérieur. L'étude des flux est distinguée pour la ligne R et pour les flux internes selon plusieurs modes de transport. Dans un second temps, l'étude analyse le réseau routier existant et futur ainsi que le trafic, en distinguant le sud et le nord de Melun. La seule perspectives de développement du réseau dans l'aire d'étude est l'élargissement de la francilienne. A moyen terme, on ne devrait donc pas assister à une modification de l'offre de transport routier, et donc une répartition modale. Les auteurs s'attachent ensuite à analyser le réseau de bus actuel et futur. Il est possible que la situation évolue légèrement avec un renforcement des fréquences de passage et des conséquences sur le développement de trafic dans cinq gares. En dernier lieu, l'étude se concentre sur les potentialités de développement à l'horizon 2020 pour chacune des 11 communes étudiées. Le document est complété par un atlas comprenant des fiches communales cartographiques en fin d'ouvrage.

IA 47615

Coindet, Jean-Paul/Constanty, Valérie/Lange, Jean-Jacques/Pruvost-Bouvattier, Manuel/Verrier, Denis

Prolongement de l'A12 en débat.-

48 p., phot., cartes, tabl.

La commission nationale du débat public a décidé le 6 juillet 2005 d'organiser un débat public sur le projet de prolongement de l'autoroute A12. La Région Ile-de-France a demandé à l'IAURIF de procéder à une analyse critique du dossier du Maître d'Ouvrage, en s'attachant tout particulièrement aux éléments avancés pour justifier l'opportunité du projet. L'IAURIF a notamment examiné la cohérence globale entre l'urbanisme préconisé, la préservation du cadre de vie des habitants, la protection des espaces naturels et les conditions de desserte. A cette occasion, l'Ile-de-France réaffirme son ambition de devenir la première Eco-région d'Europe. Le présent rapport comporte donc les éléments suivants : une analyse de l'opportunité du projet, un examen des différents tracés et des questions qu'ils soulèvent.

IA 47727

Galland, Jean-Claude

Consistance d'un réseau de bus d'intérêt régional en Ile-de-France.-

79 p., cartes, tabl.

Le dernier Plan de déplacement urbain d'Ile-de-France a retenu le principe d'un réseau principal bus. Ce "Mobilien" est un ensemble d'environ 70 lignes RATP et 70 autres exploitées par les entreprises privées d'OPTILE. Parmi ces lignes, figurent des lignes au caractère express. Cette étude examine s'il est possible de considérer ces lignes comme d'intérêt régional. Selon l'IAURIF, une ligne d'intérêt régional est à caractère plus ou moins express et reliant au moins deux pôles urbains d'intérêt régional ou un pôle urbain d'intérêt régional et un pôle ferroviaire défini au PDU. L'étude propose donc que toutes ces lignes d'intérêt régional, utiles pour mailler le réseau ferré, soient considérées comme des lignes principales du PDU. Il y aura donc lieu d'actualiser les documents du PDU. De plus, l'étude préconise une offre minimale de transports par une desserte continue du lundi au vendredi. En dernier lieu, le STIF devra

préciser si ces lignes bénéficieront ou non de la "marque" Mobilien, sachant que les lignes de grande couronne devront plutôt porter un nom qui les distingue de ce réseau.

IA 47402

Galland, Jean-Claude/Allio, Robert

Services de transport à la demande. Préconisations pour la mise en place de tels services en Ile-de-France.-

47 p., phot., graph., fig., cartes

Cette étude a pour objectif de faire la synthèse des résultats de différents rapports sur les transports à la demande et de proposer des préconisations à l'intention du Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) et des collectivités locales dans l'objectif de développer les services à la demande. Dans un premier temps, les auteurs rappellent le rôle des différentes organisations responsables des transports en Ile-de-France définissent ce qui peut être considéré comme étant du transport à la demande. Dans une seconde partie, le rapport donne les considérations techniques et économiques pour les services à la demande en Ile-de-France. Dans une troisième partie, les auteurs émettent des préconisations quant à l'action du STIF et des collectivités locales en faveur du transport à la demande. En annexes, ils synthétisent les préconisations à l'attention des collectivités locales souhaitant mettre en place de tels services. Ils donnent également les caractéristiques des services recensés en 2005. Enfin, le rapport dresse le bilan de sept études de cas et d'expériences particulières de service de transport à la demande en Ile-de-France.

IA 47427

Galland, Jean-Claude/Thiret, Aude

62 réseaux locaux de bus en Ile-de-France. Situation en 2005.-

223 p., tabl., cartes, ann.

Ce rapport est une actualisation de l'étude de 2004 publiée par l'IAURIF intitulée : "Réseaux locaux de bus en Ile-de-France. Situation en 2004" (IA 45633). En 2005, on compte 62 réseaux locaux de bus, principalement situés en grande couronne. Contrairement aux autres régions françaises, l'Ile-de-France possède une seule autorité organisatrice des transports depuis 1949 : le Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF). Cependant, avec la loi SRU puis la loi de décentralisation de 2004, les compétences du STIF sont modifiées. Le Syndicat met donc en place depuis 2004 un vaste chantier : déléguer certaines compétences aux structures intercommunales, hiérarchiser les lignes, prendre en compte les plans locaux de déplacement, améliorer la qualité et l'offre de services, réfléchir à de nouvelles règles de financement ... Après avoir rappelé les spécificités franciliennes sur l'organisation des transports, cette étude dresse la monographie détaillée de chacun des 62 réseaux locaux de bus de la région, présentés par zone d'exploitation.

IA 47426

Jacob, Christian

Circulations douces et planification urbaine. Analyse de quelques références européennes comparées au cas de l'Ile-de-France.-

65 p., bibliogr., cartes

Cette étude s'appuie sur le travail du DESS "Transports, territoires, environnement" de l'Université de Cergy-Pontoise dirigé par Erwan Minvielle et Marie-France Caralp. En se basant sur diverses expériences dans des métropoles européennes, l'étude dresse un historique de la place des modes doux dans la planification en Ile-de-France et fait des propositions pour alimenter le débat dans le cadre de la révision du SDRIF sur la place des nouveaux modes transports dans l'aménagement de l'Ile-de-France.

IA 47356

Lemoine, Carole/Nguyen-Luong, Dany/Verrier, Denis

Etude des déplacements dans le secteur du Val d'Yerres / Val de Seine.-

101 p., cartes, tabl., phot.

Le Département de l'Essonne a entamé une réflexion sur le franchissement de la Seine au Nord de l'Essonne et au Sud du Val-de-Marne. Plusieurs études ont déjà montré des difficultés de circulation sur cette zone. L'objectif de cette étude est donc de fournir des données objectives et complètes qui

permettront de faire des choix techniques pour une nouvelle organisation de la voirie dans le secteur du Val d'Yerres / Val de Seine. Les deux premières phases de diagnostic et de propositions étant achevées, le présent rapport constitue la 3ème phase d'approfondissement de trois scénarios retenus. Les zones les plus propices pour ces trois propositions sont : Port Courcel, le site du Bourbonnais et Port aux Malades.
IA 47625

Mariotte, Sophie

Contrats (Les) départementaux de sécurité dans les transports en commun d'Ile-de-France. Bilan des actions et retours d'expériences.-

44 p. + pag. div., tabl., ann., bibliogr.

Les Contrats Départementaux de Sécurité dans les Transports en Commun (CDST) en Ile-de-France sont établis en partenariat avec les acteurs locaux : le Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF), les préfetures, les transporteurs, la police, la gendarmerie, la justice, l'éducation nationale, les conseils généraux et les associations. Ils ont pour but de développer une coopération partenariale départementale opérationnelle pour le renforcement de la sécurité sur les réseaux de transports franciliens. En Ile-de-France, dix contrats ont été signés entre 1999 et 2004. Cette étude fait le point sur l'état d'avancement de ces contrats, sur les résultats obtenus en matière de sécurité dans les transports en commun et sur les bonnes pratiques retenues par les collectivités après la mise en place de ces contrats.

IA 47660

Navarre, Danièle

Etude de cas étrangers de transports collectifs de banlieue. Cas n 1 : Madrid.-

27 p., phot., tabl., cartes

Dans la plupart des métropoles européennes, les transports urbains se sont développés au sein de la zone centrale. Avec l'étalement urbain et le développement des activités et des emplois à l'extérieur du noyau central, des besoins en moyens de transports performants se sont fait sentir pour desservir des zones plus périphériques. Il a paru intéressant de regarder comment ces besoins étaient pris en compte dans d'autres régions que l'Ile-de-France. L'IAURIF a donc décidé de dédier trois études à cette analyse sur trois métropoles connaissant un développement urbain comparable à celui de l'Ile-de-France : Madrid, Londres et Berlin. Le présent rapport est une étude du cas de Madrid. La première partie est consacrée à une présentation générale de la région et de son système de transport. La seconde partie traite plus particulièrement des spécificités de deux lignes de rocade du réseau de métro.

IA 47842

Navarre, Danièle

Migrations (Les) alternantes internes à l'Ile-de-France. Evolutions de 1982 à 1999 et caractéristiques des flux 1999.-

93 p., tabl., graph., phot., cartes

Les migrations internes à la région capitale dépendent de la structure urbaine de celle-ci. Au cours de ces dernières décennies, la part des emplois à Paris a diminué au profit de la proche banlieue ouest, du pôle de Roissy et des villes nouvelles. Cependant, Paris capte encore une majorité des emplois en 1999, et 99% des franciliens travaillent en Ile-de-France. Ainsi, 37% des migrations alternantes régionales sont liées à Paris. La voiture et les transports en commun motorisés assurent plus de 86% des modes de transports de ces migrations. Le choix du mode de transport ne varie pas en fonction de la catégorie socio-professionnelle mais plutôt en fonction du lieu de domicile et du lieu de travail (80% des actifs résidents à Paris utilisent les transports en commun). L'évolution de la structure des migrations alternantes depuis les années 1980 a abouti à une augmentation de l'utilisation de la voiture particulière, sauf pour les secteurs de la banlieue ouest. Dans les pôles d'emploi de la grande couronne, la voiture est majoritaire. Enfin, la longueur moyenne des déplacements a tendance à augmenter sur la période 1982-1999.

IA 47617

Nguyen-Luong, Dany

Contribution au projet SIMAURIF. Recueil et analyse de données de prix de l'immobilier résidentiel en Ile-de-France. Cas du T1 et EOLE. estimation d'un modèle de prix hédonique.-

140 p., tabl., graph., cartes

Le projet SIMAURIF vise à modéliser de manière quasi-complète les interactions entre système de transport et système urbain. Il s'applique sur le cas de la Tangentielle nord en Ile-de-France et utilise trois autres modèles existants : UrbanSim (Université de Washington et Seattle), Metropolis (Laboratoire THEMA) et le modèle global de l'IAURIF sur Davisum. Réseau Ferré de France a donc demandé à l'IAURIF de mesurer l'impact sur le prix du foncier de la mise en service d'une infrastructure nouvelle de transport en commun telle que la Tangentielle Nord, dont le lancement est prévu pour 2014. Deux infrastructures ont été choisies pour mettre en application le SIMAURIF : le RER E (EOLE) et le tramway T1. L'étude comporte quatre phases : recherches bibliographiques, recueil de données, diagnostic, estimation et validation des modèles.

IA 48019

Ropital, Corinne

Portes (Les) d'entrée marchandises de l'Ile-de-France. Premier volet : la plate-forme portuaire de Zeebrugge.-

22 p., cartes, phot., tabl., bibliogr.

Cette monographie porte sur Zeebrugge et s'inscrit dans une étude plus globale des portes d'entrée de marchandises de l'Ile-de-France. Anvers fait l'objet d'un second volume (IA 48034(2)). La Belgique est le premier partenaire européen de l'Ile-de-France en matière de flux de transport. Il est donc pertinent d'étudier la gestion des flux des principaux ports belges, notamment pour mettre en parallèle ces expériences avec le futur Havre Port 2000, dont l'essentiel de l'hinterland serait la région capitale. Il est important de comprendre comment les flux sont ré-acheminés vers l'Ile-de-France, de savoir si la vocation en matière de distribution des clients portuaires est locale, régionale, nationale ou européenne. Cette étude se présente donc de la façon suivante : une présentation du lien Belgique / Ile-de-France ; le développement du port de Zeebrugge ; les caractéristiques de ses infrastructures de desserte ; l'étude de la portée des échanges maritimes de Zeebrugge ; le point sur les échanges terrestres.

IA 48034(1)

Ropital, Corinne

Portes (Les) d'entrée marchandises de l'Ile-de-France. Deuxième volet : la plate-forme portuaire d'Anvers.-

23 p., cartes, tabl., graph., bibliogr.

Cette monographie porte sur Anvers et s'inscrit dans une étude plus globale des portes d'entrée de marchandises de l'Ile-de-France. Zeebrugge fait l'objet d'un premier volume (IA 48034(1)). La Belgique est le premier partenaire européen de l'Ile-de-France en matière de flux de transport. Il est donc pertinent d'étudier la gestion des flux des principaux ports belges, notamment pour mettre en parallèle ces expériences avec le futur Havre Port 2000, dont l'essentiel de l'hinterland serait la région capitale. Il est important de comprendre comment les flux sont ré-acheminés vers l'Ile-de-France, de savoir si la vocation en matière de distribution des clients portuaires est locale, régionale, nationale ou européenne. Cette étude synthétise l'évolution du port, de ses infrastructures, de ses relations maritimes et terrestres, en particulier avec l'Ile-de-France.

IA 48034(2)

Transport de marchandises par véhicules utilitaires légers en Région Ile-de-France. Enquête auprès des conducteurs à destination. Rapport provisoire.-

49 p. : tabl.

Ce rapport présente une typologie des conducteurs de marchandises par véhicules légers dans les axes commerçants (hors zones industrielles, zones commerciales spécialisées et centres commerciaux), dans la petite et moyenne couronne. Définition d'un profil des conducteurs (statut, métier, ...), des pratiques

moyens (type de véhicules), de la logistique (nature et lieu du chargement) et des pratiques de transport, de stationnement et de livraison.

IA 45042

Note Rapide

Note rapide gestion locale. (IA P.246/14).

Parnaix, Agnès/Pruvost-Bouvattier, Manuel

Groupements (Les) de communes à fiscalité propre au fil de l'eau.-

No 415, avr. 2006.- 6 p., carte, graph., phot., bibliogr.

Six ans après l'adoption de la loi Chevènement consacrant le rôle des groupements de communes à fiscalité propre, quel premier bilan de leurs actions dans le domaine de la gestion de l'eau peut-on dresser en Ile-de-France ? A quels grands enjeux se trouvent-ils confrontés ? Leur émergence contribuera-t-elle, pour l'avenir, à l'objectif de gestion durable de l'eau ? Ces questions prennent tout leur sens dans le contexte actuel de révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, du schéma directeur de la région d'Ile-de-France et enfin, du débat parlementaire relatif au projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques qui sera présenté à l'Assemblée nationale début mai.

Guigou, Brigitte

Vers des projets de rénovation urbaine pérennes ? L'apport des démarches de gestion urbaine de proximité.-

No 421, déc. 2006.- 4 p., phot., bibliogr.

L'ampleur des investissements annoncés dans le cadre du programme national de rénovation urbaine et les bilans mitigés d'opérations antérieures conduisent les villes, les bailleurs sociaux et leurs partenaires à s'interroger sur la pérennisation de leurs investissements. Dans ce contexte, les démarches d'amélioration de la gestion du quartier, formalisées au travers de conventions de "gestion urbaine de proximité" ouvrent des pistes de travail intéressantes.

Note rapide population-modes-de-vie. (IA P.246/5)).

Bonvalet, Catherine/Lelièvre, Eva

Relations (Les) parents-enfants après décohabitation.-

No 376/G, juill. 2006.- 6 p., tabl., bibliogr.

Les générations nées entre 1930 et 1950, aujourd'hui âgées de 50 à 70 ans, ont innové en matière de comportements familiaux, valorisant la qualité du lien plus que la nature du lien. Les liens parents-enfants, souvent très forts, se révèlent d'une remarquable permanence malgré les aléas des parcours personnels : divorces, remariages, familles recomposées... Ainsi, la famille, par la fréquence des contacts entre générations, sa proximité affective et géographique, continue de constituer un réseau solide, mobilisable mais inégalement réparti.

Clément, Céline/Bonvalet, Catherine

Familles (Les) recomposées et leurs espaces de vie.-

No 376/J, oct. 2006.- 6 p., tabl., phot., bibliogr.

Avec l'augmentation des divorces et des séparations, les familles recomposées, de plus en plus nombreuses, construisent des liens familiaux spécifiques. L'enquête "Biographies et entourage" s'est penchée sur les cas de recomposition familiale des Franciliens âgés de 50 à 70 ans. Quels parcours résidentiels ont-ils effectués après la rupture de leur couple ? Quelle incidence la garde des enfants a-t-elle sur le choix du logement après la rupture et lors de la recomposition ? Une nouvelle vie familiale signifie-t-elle un nouveau logement commun ?

Davy, Anne-Claire/Guigou, Brigitte/Sagot, Mariette

Défi (Le) de la cohésion urbaine en Europe : état des lieux et politiques publiques.-

No 405, janv. 2006.- 6 p., cartes, phot., bibliogr.

Comment agir sur la ségrégation sociale qui fracture l'espace des métropoles européennes les plus développées ? Pour répondre à cette question, l'Iaurif a réalisé une étude comparative sur la ségrégation sociale et urbaine dans cinq métropoles européennes : l'Ile-de-France, Berlin, Londres, Barcelone et Milan. S'il faut rester prudent dans la transposition d'expériences menées dans des contextes socio-économiques et institutionnels variés, cette confrontation permet un nouveau regard sur les actions menées en Ile-de-France. Au nom de la solidarité, la Région Ile-de-France a placé le problème des disparités territoriales et sociales, qui touche notamment les banlieues, au coeur des débats sur l'élaboration du schéma directeur régional (SDRIF).

Sagot, Mariette

Territoires (Les) de pauvreté en Ile-de-France : typologie des territoires.-

No 408, fév. 2006.- 6 p., tabl., carte, graph., phot., bibliogr.

L'analyse des espaces les plus pauvres en Ile-de-France atteste d'une grande diversité de situations en termes de tissu urbain, d'habitat, de localisation géographique, de peuplement et, en définitive, de processus sous-jacents à leur constitution. A travers les exemples des anciens sites industriels de la vallée de la Seine ou de la proche banlieue ouvrière, de certains quartiers de villes nouvelles, de tours et des barres construites dans les années 1960 ou des centres villes dégradés, se dessine une multiplicité de facteurs à l'oeuvre : problèmes de reconversion économique, logiques d'attribution, stratégies résidentielles, politiques urbaines et de logement.

Albe, Séverine/Dinin, Alban

Franciliens (Les) et la culture.-

No 410, fév. 2006.- 6 p., tabl., phot., bibliogr.

L'Ile-de-France offre une large palette d'activités culturelles, diversifiées et de grande qualité, très appréciées des Franciliens. Ceux qui s'y adonnent ont un profil sociodémographique bien précis, plus parisien que francilien, citadin, plutôt jeune, diplômé et bien rémunéré. Ces précisions expliquent le niveau élevé, bien qu'inégal, de leurs pratiques culturelles. Leurs motivations viennent souvent d'un goût certain pour l'art, de la curiosité ou simplement du besoin de se distraire. Si presque tous regardent la télévision, le cinéma, la lecture et la visite de monuments sont aussi largement pratiqués. L'opéra, le cirque et les activités d'amateurs rencontrent moins de succès. L'accès à la culture n'est cependant pas toujours facile et suppose quelques exigences : du temps libre, la proximité des lieux de pratique, des moyens financiers mais aussi une éducation ou une sensibilisation.

Davy, Anne-Claire/Guigou, Brigitte/Sagot, Mariette

Challenge (The) of urban cohesion in Europe : update and public policies.-

No 412, mars 2006.- 6 p., cartes, phot., bibliogr.

Comment agir sur la ségrégation sociale qui fracture l'espace des métropoles européennes les plus développées ? Pour répondre à cette question, l'Iaurif a réalisé une étude comparative sur la ségrégation sociale et urbaine dans cinq métropoles européennes : l'Ile-de-France, Berlin, Londres, Barcelone et Milan. S'il faut rester prudent dans la transposition d'expériences menées dans des contextes socio-économiques et institutionnels variés, cette confrontation permet un nouveau regard sur les actions menées en Ile-de-France. Au nom de la solidarité, la Région Ile-de-France a placé le problème des disparités territoriales et sociales, qui touche notamment les banlieues, au coeur des débats sur l'élaboration du schéma directeur régional (SDRIF).

Blum, Emmanuel

Pôles (Les) touristiques régionaux prioritaires, une politique d'aménagement touristique du territoire francilien.-

No 414, mars 2006.- 6 p., carte, phot., bibliogr.

Le schéma régional du tourisme et des loisirs en Ile-de-France 2000-2010 et le contrat de plan Etat-Région 2000-2006 ont prévu la création de pôles touristiques régionaux prioritaires traduisant la volonté commune de l'Etat, du conseil régional et des conseils généraux de diffuser les flux touristiques dans l'ensemble de la région Ile-de-France. Aujourd'hui, au nombre de huit, ils structurent la politique régionale en matière de développement touristique du territoire.

Brevet, Nathalie

Villes (Les) nouvelles, bassins de vie : l'exemple de Marne-la-vallée.-

No 419, nov. 2006.- 6 p., cartes, tabl., bibliogr.

Les villes nouvelles ont largement contribué à renouveler la configuration socio-spatiale de l'Ile-de-France. Mais sont-elles devenues pour autant des bassins de vie ? Cette question, appréhendée à partir des mobilités résidentielles et quotidiennes des habitants de l'une d'entre elles (Marne-la-Vallée) montre que ces territoires sont devenus des espaces de vie où se développe un processus d'ancrage. Cette évolution modifie considérablement les problématiques d'aménagement en termes de logement et de transports.

Note rapide sécurité et comportements. (IA P.246/11).

Heurtel, Hélène

Troisième enquête de victimation en Ile-de-France : les résultats.-

No 411, fév. 2006.- 6 p., tabl., graph., bibliogr.

Le renouvellement à intervalle régulier des enquêtes de victimation (2001, 2003) permet de suivre l'évolution de l'insécurité en Ile-de-France au moyen d'un certain nombre d'indicateurs. Les Franciliens ont-ils peur ? Quelles sont leurs principales préoccupations ? De quels types d'atteintes ont-ils été victimes ? De l'enquête 2005, il ressort que les Franciliens sont plus préoccupés par le chômage et la pauvreté que par la délinquance. Ils sont nombreux à avoir peur dans les transports en commun mais se sentent plutôt en sécurité dans leur quartier. Globalement, le risque d'être victime d'atteintes personnelles a peu évolué et les atteintes envers les véhicules ont baissé.

Mariotte, Sophie

Contrats (Les) départementaux de sécurité dans les transports en commun d'Ile-de-France : bilan des actions et retours d'expériences.-

No 418, oct. 2006.- 6 p., tabl., phot., bibliogr.

Les contrats départementaux de sécurité dans les transports sont un cadre institutionnel pour le développement de partenariats entre acteurs impliqués dans la sécurisation des réseaux de transports. En Ile-de-France, dix contrats ont été signés entre 1999 et 2004. Les actions définies dans ces dispositifs ont-elles été réalisées ? Quel impact ont-elles eu sur la sécurisation des espaces transportés ? L'évaluation a-t-elle dynamisé certaines actions ? De bonnes pratiques ont-elles été identifiées par les acteurs territoriaux ?

Note rapide sur l'économie. (IA P.246).

Thevenot, Laure/Beaute, Emmanuelle

Chômage (Le), un phénomène cyclique mais persistant.-

No 406, janv. 2006.- 6 p., cartes, tabl., bibliogr.

Quelle que soit la conjoncture économique, le chômage est resté, au cours des quinze dernières années, un phénomène touchant au minimum 7% de la population francilienne. Le risque d'être sans emploi n'est toutefois pas le même pour tous, certaines populations étant nettement plus exposées. Ces inégalités persistent depuis dix ans. Durant les différents cycles d'évolution, l'Ile-de-France a connu une situation plus favorable que le reste de la France avec un taux de chômage inférieur d'au moins un point. Mais depuis la fin de l'année 2001, le chômage a repris sa progression et l'écart entre la région et le reste de la France s'est resserré. Au second trimestre 2004, pour la première fois, le taux de chômage francilien a légèrement dépassé celui de la France.

Largier, Arnaud/Soulard, Odile

Activités (Les) de recherche et développement en Ile-de-France.-

No 420, nov. 2006.- 6 p., cartes, tabl., graph., bibliogr.

L'Ile-de-France compte parmi les leaders européens et mondiaux de la recherche. Ce potentiel témoigne d'une capacité de création et d'innovation essentielle à la compétitivité internationale. Au-delà de la prise de conscience des enjeux que ce potentiel représente, les statistiques récentes de la recherche et développement montrent qu'une mobilisation collective accrue des acteurs publics et privés franciliens est impérative.

Note rapide sur l'environnement et la santé. (IA P.246/12).

Franconi, Antoine/Camard, Jean-Philippe

Décharges (Les) d'Ile-de-France : impacts sanitaires et environnementaux.-

No 404, janv. 2006.- 6 p., cartes, fig., phot., tabl., bibliogr.

L'Ile-de-France a commencé à se débarrasser de ses ordures en les enfouissant. Si, aujourd'hui, la décharge tend à être abandonnée, elle n'en a pas moins marqué le paysage et les esprits. Les décharges répondent de nos jours à des normes strictes de gestion, bien que cela ne fut pas toujours le cas par le passé. Les populations les ont rejetées en raison des nuisances qu'elles occasionnent et de l'inquiétude qu'elles inspirent. Bien que les études épidémiologiques incitent à ne pas se montrer alarmiste sur leur impact sanitaire, un strict contrôle des rejets polluants et des pratiques d'exploitation s'avère nécessaire. Parallèlement, la résorption des anciennes décharges doit être poursuivie.

Franconi, Antoine/Host, S./Camard, Jean-Philippe/Lefranc, Agnès

Dioxines en Ile-de-France : état des connaissances.-

No 417, juin 2006.- 6 p., carte, tabl., graph., phot., bibliogr.

Grâce à de nouvelles normes réglementaires et à des technologies de traitement des fumées performantes, les rejets de dioxines ont nettement diminué ces dernières années dans le secteur industriel et les niveaux d'émission représentent aujourd'hui un risque négligeable pour la santé. Cependant, du fait de la persistance des dioxines dans l'environnement, se pose le problème d'une contamination historique des milieux et de son impact sur les populations exposées. Par ailleurs, à côté des sources industrielles, il subsiste des sources diffuses, difficilement contrôlables. La maîtrise de ces dernières repose essentiellement sur le civisme et les bonnes pratiques des individus.

Note rapide sur les territoires de l'aménagement. (IA P.246/10).

Fouchier, Vincent/Mesquida, Lise

Leviers (Les) de l'attractivité des métropoles : exemples internationaux.-

No 413, mars 2006.- 6 p., carte, graph., phot., bibliogr.

L'attractivité d'un territoire est une des premières conditions de son développement économique. Mesurées à l'aune de leur compétitivité, les grandes métropoles mondiales se livrent une concurrence féroce dans un contexte international difficile : ouverture des marchés, mobilité des capitaux et des hommes et délocalisations d'activités. Comment une métropole devient-elle attractive et attire-t-elle des investisseurs ? Mais comment est-elle également attractive pour ses résidents, en répondant à leurs exigences de qualité de vie ? Enfin, comment mieux respecter les enjeux environnementaux ? Les réponses sont diverses et souvent l'expression de stratégies complexes : démonstration au travers d'exemples du monde entier

Perrin, Laurent

Entre développement high-tech et croissance démographique, Cambridge est à la recherche d'un avenir durable.-

No 416, avr. 2006.- 6 p., fig., phot., bibliogr.

Cambridge Futures est une démarche de prospective menée à l'échelon régional par un consortium indépendant associant universités, entreprises, élus et professionnels de la planification. Elle a permis

d'identifier et de confronter plusieurs scénarios d'aménagement tant au niveau global de l'urbanisme qu'à celui plus spécifique des déplacements. Présentée aux décideurs régionaux puis à la population, elle a suscité un débat et éclairé les choix sur lesquels s'est fondée la révision du schéma directeur des comtés concernés. Deux ans après, quels enseignements peut-on tirer de cette expérience ?

Liban : retour sur expérience.-Cahiers de l'IAURIF no 144. Mars 2006

En ce quinzième anniversaire du retour à la paix, l'action de l'IAURIF et de ses partenaires au Liban et dans la région de Beyrouth est retracée. Dans une première partie, la saga de la reconstruction de Beyrouth et de sa région est abordée et un aperçu historique, économique et communautaire est présenté. Depuis les multiples propositions pour la région urbaine de Beyrouth jusqu'au schéma d'aménagement du territoire en passant par les idées relatives aux espaces naturels et par les apports sur les systèmes d'information géographique, les apports de 40 années de présence de l'IAURIF au Liban sont exposés dans la seconde partie. Enfin, la troisième partie traite des questions de la valeur prescriptive d'un schéma directeur, de la règle et de son respect, de la rareté des ressources, des outils de la mise en oeuvre du schéma, des rapports entre public et privé, du rôle des acteurs de la planification territoriale, de la force de conviction et de sensibilisation de la planification, de ses incertitudes, du rôle des investisseurs dans la mise en oeuvre des actions et des politiques, du rôle de l'ingénierie indépendante et de la recherche et des horizons que se fixe toute planification.

Awada, Fouad/Pagès, Jean-Louis

Quinze années de reconstruction.-

No 144, mars 2006.- pp. 14-22, cartes, graph., phot.

En 1990, le Liban sort d'une guerre qui aura duré 16 ans. Le pays est en ruines et tout est à reconstruire. Cet immense défi sera relevé avec succès en moins de quinze années d'efforts. Certes, tout n'est pas encore parfait, l'Etat libanais est lourdement endetté, l'administration souffre de nombreux dysfonctionnements, les services urbains sont encore défaillants et l'économie demeure fragile, trop dépendante des flux financiers externes. Mais les revenus de la population se sont accrus et diversifiés, les transports et les télécommunications fonctionnent, le tourisme a repris, les villes et les villages ont été reconstruits et les Libanais font à nouveau preuve d'un dynamisme économique remarquable. Cependant, les chantiers de la reconstruction ont eu des impacts négatifs sur les ressources naturelles et le cadre de vie mais ont entraîné une prise de conscience des problèmes de l'environnement.

Ligier-Belair, Jacques

Saga (La) croquée.-

No 144, mars 2006.- pp. 37-40, ill.

Des illustrations, extraites d'un album "Beyrouth 1965-2002", pour montrer l'insouciance, la destruction, la renaissance et la vie de Beyrouth.

Huybrechts, Eric

Réconciliation (La) par la reconstruction.-

No 144, mars 2006.- pp. 41-47, phot.

Les accords de Taef, signés par toutes les parties libanaises en 1989, ont fondé la paix civile après quinze années de conflit. Le nouvel équilibre instauré par ces accords a permis de relancer l'économie, d'assurer la sécurité, de désarmer la plupart des milices et d'engager la reconstruction, cette dernière participant à son tour au processus de réconciliation nationale. Sans véritablement échapper au système clientéliste et confessionnel, la reconstruction a néanmoins rendu possible la reconstitution de réseaux de communication, la mobilité professionnelle et résidentielle ainsi que des lieux centraux de sociabilité, gages du renouveau de la mixité sociale.

Cauchetier, Bernard/Pagès, Jean-Louis

Repères : le Liban, un territoire, une histoire, des hommes.-

No 144, mars 2006.- pp. 48-57, cartes, tabl., phot.

L'histoire des hommes au Liban est étroitement liée à la singularité géomorphologique du pays dans l'ensemble levantin. On ne peut y comprendre les hommes et leurs rapports sociaux sans référence à la géographie des lieux. La montagne, souvent hostile pour l'homme, a été le refuge de communautés aux

destins distincts mais a aussi procuré les ressources indispensables à leur subsistance. La recomposition du territoire libanais moderne a permis d'instaurer un nouvel équilibre confessionnel même si une polarisation communautaire et une logique d'autonomie territoriale et de développement équilibré des régions ont accentué fortement l'endettement de l'Etat.

Huybrechts, Eric/Awada, Fouad

Beyrouth reprend place au niveau international.-

No 144, mars 2006.- pp. 23-36, cartes, phot.

Beyrouth, capitale du Liban, peut être aussi considérée comme le coeur d'une seule et même métropole couvrant les quelque 10 000 km² du pays. Si Paris symbolise l'image de l'Ile-de-France, Beyrouth est associée à celle du Liban. Vitrine, locomotive économique, lieu d'intégration d'une société libanaise composite, Beyrouth est au centre d'enjeux cruciaux pour le pays du cèdre. Symbole reconnu mondialement du chaos destructeur durant la guerre libanaise, Beyrouth aspirait à devenir, dès le retour de la paix, l'emblème du renouveau, du dynamisme, du rayonnement économique et culturel. Le pari est assez largement réussi.

Belliot, Marcel/Huybrechts, Eric/Awada, Fouad

Plans (Des) et des projets pour la région de Beyrouth.-

No 144, mars 2006.- pp. 60-72, cartes, phot.

En 1965, l'Iaurp était sollicité, pour la première fois, par les autorités libanaises pour des expertises portant sur le périmètre du Grand Beyrouth. Depuis, il a poursuivi ses interventions sur cet espace avec une grande constance et fidélité, répondant aux demandes qui lui étaient adressées, y compris aux moments les plus difficiles de la guerre (1975-1990). Ces interventions, de 1965 à 2005, ont été l'occasion d'appréhender Beyrouth à toutes les échelles : agglomération et région métropolitaine, centre-ville, ligne de démarcation, centres secondaires en banlieue, schéma de transport, espaces verts et, pour finir, les récentes propositions du schéma d'aménagement du territoire pour "l'aire urbaine centrale" du Liban et son coeur beyrouthin. La renaissance de Beyrouth, ville phare de la reconstruction après avoir été ville symbole de la division, est imprégnée, directement ou indirectement, des idées construites année après année dans le cadre de ces interventions, ainsi que de la relation de confiance établie de longue date entre l'Institut et les acteurs publics libanais au plus haut niveau.

Awada, Fouad/Pagès, Jean-Louis

SDATL (Le) 2002-2004.-

No 144, mars 2006.- pp. 73-89, cartes, phot.

L'élaboration du schéma directeur d'aménagement du territoire libanais marque un tournant dans l'action des administrations publiques du Liban. Pour la première fois depuis l'indépendance du pays, des principes fondamentaux d'utilisation des sols et d'organisation du territoire sont posés. Pour les administrations publiques en charge de politiques territoriales, le SDATL est désormais une référence centrale des programmes et des actions à entreprendre. La très large diffusion du schéma, notamment dans le cadre de multiples débats publics, a permis de sensibiliser des milliers de citoyens libanais, en particulier les décideurs, les élus municipaux, les milieux professionnels, les agents publics, les universitaires et les ONG. Le SDATL a été réalisé entre mars 2002 et mai 2004 pour le compte du CDR et en collaboration avec la CGU par un consortium regroupant l'IAURIF et Dar al Handasah (Shaïr and Partners) avec le concours des bureaux d'études locaux CNBureau, Consulting and Research Institute, AAA, URBI, Ecodit ainsi que le Centre national de télédétection du CNRS libanais.

Cauchetier, Bernard/Thibault, Christian

Littoral, montagne, sites : les apports de l'Iaurif.-

No 144, mars 2006.- pp. 90-101, cartes, phot.

La préoccupation environnementale est récente au Liban. C'est dans les années 1990 que naissent les premières associations de défense de l'environnement, un ministère de l'Environnement, les premières lois instituant des réserves naturelles et les arrêtés ministériels de protection des espaces boisés, des cours d'eau et de certains sites naturels. Mais les politiques de protection et les régimes juridiques qui leur sont associés demeurent rudimentaires et fragiles. Intervenant dans ce contexte de montée des préoccupations environnementales, l'IAURIF a été à l'origine d'apports fondamentaux, conceptuels et programmatiques

qui peuvent aider le Liban à faire progresser ses dispositifs de préservation et de mise en valeur des richesses naturelles et paysagères. Ces apports ont porté sur le littoral, la montagne et plus généralement sur les espaces et sites naturels et paysagers remarquables.

Awada, Fouad

Programme (Un) post-conflit pour le Sud-Liban.-

No 144, mars 2006.- pp. 102-108, cartes, tabl., phot.

En 1998, le programme des Nations Unies pour le développement a initié l'étude d'un programme régional de développement économique et social "post-conflit" pour le Sud-Liban, deux ans avant que cette zone ne soit évacuée par l'armée israélienne. Les principaux objectifs de ce programme étaient la formulation d'une vision cohérente et d'une stratégie de développement intégré pour ce territoire, la rationalisation des efforts de l'Etat libanais en sa faveur et sa présentation sous un angle valorisant susceptible d'y attirer des investisseurs. L'élaboration de ce programme a été confiée à l'IAURIF dans le cadre d'un groupement associant d'autres partenaires techniques. Il fut publié à la fin 1999. Bien que sa mise en oeuvre, commencée en 2000, soit à ce jour mitigée, il demeure la référence technique la plus sérieuse pour répondre aux nombreux défis auxquels le Sud-Liban reste confronté.

Thibault, Christian/Foulard, Sophie

Cartographie et SIG, des contributions décisives de l'IAURIF.-

No 144, mars 2006.- pp. 109-117, cartes, tabl.

Les études d'urbanisme et d'aménagement sur Beyrouth et le Liban ont été l'occasion de produire quantité de cartes et de plans pour analyser le territoire et proposer des projets de développement. Les échelles couvertes vont de la parcelle à celle de l'aménagement du territoire national. Les thèmes analysés couvrent les limites administratives, l'environnement, les infrastructures, les transports, les paysages, les équipements, l'occupation des sols, la végétation, l'agriculture, l'urbanisation, les activités sociales et économiques, les risques majeurs, les règlements d'urbanisme... Les travaux les plus récents ont permis de rassembler et d'organiser pour la première fois toute la cartographie disponible à l'échelle nationale dans un SIG ad hoc, participant au renouvellement de la vision du pays au moment de sa reconstruction. Elle constitue un apport précieux et un outil de travail au quotidien non seulement pour l'administration publique libanaise mais aussi pour les professionnels et les chercheurs.

Barreiro, Sandrine

Règle (La) et son respect.-

No 144, mars 2006.- pp. 122-124, phot.

Les textes qui régissent l'urbanisme et la construction au Liban sont inspirés de la réglementation française qui est plutôt stricte en la matière. Mais ces textes ne sont généralement pas respectés. Les infractions à la règle sont pratiquement courantes et font l'objet de légalisation a priori par des dérogations ou a posteriori par des régularisations ou encore par tolérance des infractions. Au coeur de cette problématique, l'acceptabilité de la règle et le système des valeurs. L'expérience libanaise de l'IAURIF permet de mieux éclairer les facteurs qui permettent de favoriser le respect de la règle.

Antier, Gilles

Incertitudes et planification.-

No 144, mars 2006.- pp. 126-130, cartes, phot.

Dans les études qu'elles ont conduites au Liban, les équipes de l'IAURIF ont été confrontées plus encore qu'ailleurs à de multiples incertitudes. Ce qui n'a pourtant pas empêché d'effectuer les travaux de planification qui leur étaient demandés. La question est alors de savoir si le défaut de données socio-économiques et géographiques de qualité acceptable constitue ou non un obstacle majeur à la planification : au fond, planifie-t-on avec davantage de pertinence lorsque l'on dispose de très nombreuses données et d'indicateurs, comme en France, ou peut-on se contenter, au moins en partie, d'ordres de grandeur.

Cauchetier, Bernard

Place (La) du public et du privé.-

No 144, mars 2006.- pp. 131-135, phot.

Les places respectives du secteur public et du secteur privé dans l'occupation de l'espace public et la gestion des services collectifs d'intérêt public, sont un thème d'actualité partout dans le monde. L'expérience libanaise représente un cas intéressant à étudier, en l'occurrence un modèle où le privé prévaut de manière générale sur le public. Quels risques et quels avantages au montage très particulier de l'opération de reconstruction du centre-ville de Beyrouth par une société privée ou au financement par le secteur privé de l'espace public et des équipements ? Quels enseignements tirer de l'appropriation de l'espace public par les habitants et la privatisation de larges portions de cet espace au Liban ?

Awada, Fouad

Investisseurs, chers investisseurs.-

No 144, mars 2006.- pp. 136-138, phot.

Le Liban n'échappe pas à ce phénomène désormais planétaire, celui des investisseurs : des hommes ou des groupes qu'il vous faut absolument attirer sur votre territoire mais qui vous présentent des projets souvent assortis d'exigences excessives. Accueillir les investisseurs, oui mais à quel prix ? Peut-on négocier l'implantation d'un investisseur ? De quoi dépend la marge de manoeuvre dans un tel échange ? Quelle attitude des urbanistes face à des projets contestables mais voulus par les décideurs.

Pagès, Jean-Louis

Concept (Le) de rareté comme outil d'analyse et de projet.-

No 144, mars 2006.- pp. 139-142, phot.

La "rareté" est un concept déterminant pour appréhender les approches en matière de développement durable. Au Liban, nombre de "raretés" liées au foncier, au patrimoine, aux espaces ouverts urbains ou aux paysages, ont été identifiées lors de l'élaboration du schéma d'aménagement du territoire libanais. Mais la notion de rareté est aussi une voie susceptible de permettre de bâtir des réflexions, des diagnostics, de hiérarchiser les enjeux, d'aider à élaborer des documents de planification.

Pagès, Jean-Louis

Planification indicative, la force des idées.-

No 144, mars 2006.- pp. 143-147, phot.

Qu'entend-on par planification "indicative" ? Un type de travaux d'études proposant des orientations, des concepts et des projets sans que ces propositions fassent l'objet d'une approbation officielle les rendant opposables. L'IAURIF a souvent été amenée à réaliser de tels travaux au Liban (le SDRMB, plan transport du Grand Beyrouth, programme régional de développement économique et social du Sud-Liban). En l'absence de validation administrative, ce type de planification est parfois jugé sévèrement. Mais n'est-ce pas au contraire la forme la plus créatrice et la plus stratégique de la planification ? La liberté de proposer "hors cadre pré-établi" n'est-elle pas la garantie d'une approche "sur mesure" ? Les idées, les concepts, n'ont-ils pas parfois un poids supérieur aux règles ? Comment cheminent-ils dans les esprits ? La planification indicative peut-elle se passer de communication ?

Verdeil, Eric

Ingénierie (L') indépendante comme médiateur.-

No 144, mars 2006.- pp. 148-151, bibliogr.

Au Liban, l'apport d'un bureau d'études étranger comme l'IAURIF va au-delà du strict transfert de savoir-faire. L'IAURIF, organisme extérieur aux contingences locales et n'ayant pas d'intérêt particulier dans le pays, est aussi utilisé comme médiateur voire parfois comme arbitre. Cette situation est-elle seulement propre aux interventions des bureaux d'études étrangers dans les pays en développement ? N'y a-t-il pas également une médiation technique possible, voire nécessaire dans le contexte français ?

Awada, Fouad

Indispensable (L') vulgarisation des concepts.-

No 144, mars 2006.- pp. 152-155, cartes, phot.

La transmission des analyses, des idées, des concepts a été facilitée au Liban par la traduction des documents et par la tenue de débats dans la langue du pays. Mais cette transmission est-elle seulement une affaire de langue ? N'y a-t-il pas la nécessité d'adapter le vocabulaire et les concepts à la culture locale ? La

vulgarisation n'est-elle d'ailleurs pas indispensable aux démarches participatives telles qu'elles se mettent en oeuvre dans les pays développés ? La "perte en ligne" est-elle plus grande dans la vulgarisation ou dans la non-vulgarisation ?

Huybrechts, Eric

Recherche et expertise : regards croisés.-

No 144, mars 2006.- pp. 156-159, phot., bibliogr.

L'élaboration du SDATL a été l'occasion de nombreux et fructueux échanges entre les milieux de la recherche, d'une part et les professionnels en charge de cette élaboration, d'autre part. Ceci a notamment concerné le CERMOC, le Centre national de télédétection du CNRS libanais et dans une moindre mesure, des équipes de recherche des universités libanaise et américaine. Cette expérience a permis d'apporter une valeur ajoutée importante aux travaux des deux parties. Les principaux enseignements sont présentés.

Huybrechts, Eric

Planification à long terme et actions d'urgence : quelles articulations ?.-

No 144, mars 2006.- pp. 160-163, phot.

La reconstruction de Beyrouth offre un cas d'école sur la gestion simultanée du long terme et des actions d'urgence et sur les difficultés inhérentes à cette gestion. Les critères de choix des actions d'urgence peuvent diverger de ceux des plans pré-établis et les moyens mis en oeuvre pour répondre aux urgences peuvent faire passer au second plan les objectifs à long terme. Mais ces risques peuvent être en partie contrecarrés lorsque le pouvoir dispose d'un plan préalablement établi, qu'il en dégage une vision qui va au-delà des besoins du moment et qu'il est animé par une volonté politique forte. Il demeure qu'une telle configuration n'est pas sans risque en l'absence d'outils de suivi (monitoring) capables d'évaluer le processus d'action en continu et de proposer les ajustements qui permettent de garder le cap.

Immobilier d'entreprise : nouvelle géographie, nouvelles stratégies.- Cahiers de l'IAURIF no 145. Octobre 2006

Ce cahier de l'Iaurif, consacré à l'immobilier d'entreprise comporte des contributions regroupées dans trois grandes parties : la répartition des activités et l'attractivité des territoires, les stratégies des acteurs de la production de l'immobilier d'entreprise, les nouveaux enjeux liés aux mutations des marchés immobiliers. Dans la première partie, il est montré que le déploiement des activités se poursuit mais à un rythme plus modéré depuis quelques années. Cette tendance marque le passage d'une phase d'expansion à une phase de renouvellement et d'adaptation de l'existant, d'une logique quantitative à une logique qualitative. De plus en plus, c'est la qualité de l'environnement urbain et la maîtrise des grands équilibres en termes de cohésion sociale, de déplacements et de respect de l'environnement qui font l'attractivité des territoires. Conjuguer les demandes économique et sociale et environnementale constitue le défi que tentent de relever aujourd'hui les grandes métropoles d'Europe de l'Ouest dans leurs projets d'aménagement. Dans la seconde partie, il apparaît que les mécanismes de production immobilière, longtemps régis par le jeu de l'offre et de la demande des entreprises, sont soumis à des bouleversements majeurs avec l'accélération de la financiarisation de l'immobilier. Le corollaire est l'influence croissante des logiques financières des investisseurs dans les modes de production, les choix de localisation, la nature des projets. Ce faisant, ils participent de la revalorisation territoriale, stimulent la production de concepts innovants et introduisent des facteurs de dynamisme. Enfin, dans un troisième temps, il apparaît que, composante de l'aménagement régional, l'immobilier d'entreprise est un vecteur de redynamisation territoriale. Les profondes mutations que connaissent les marchés immobiliers amènent l'acteur public à reprofiler son intervention. Il s'agit à la fois de tirer profit d'effets de levier, de suppléer aux carences du marché, d'inciter à la qualité et au respect de l'environnement et d'imposer des règles de mixité urbaine. Cette partition doit être jouée à plusieurs dans un contexte institutionnel où de nouveaux acteurs font entendre leur voix.

Diziain, Renaud

Activités (Les) économiques en Ile-de-France : vers moins d'étalement.-

No 145, oct. 2006.- pp. 12-16, cartes, graph., phot.

La propension des activités économiques à se diffuser sur l'espace régional marque le pas depuis le début des années 2000. La consommation de terrains se fait plus modérée et en ordre dispersé. Le desserrement de l'emploi perd en intensité et le marché immobilier tend à réinvestir la zone agglomérée. A travers ces évolutions, une polarisation accentuée des activités économiques se dessine dans une logique de consolidation ou d'extension des polarités existantes.

Diziain, Renaud/Quintin, Ivan/Corrius, Charlotte

Activités financières : les redéploiements génèrent un besoin de place.-

No 145, oct. 2006.- pp. 17-22, cartes, phot.

Depuis 2000, les banques et assurances réorganisent leurs implantations à Paris et dans sa périphérie proche. Résultant de stratégies de localisation très sélectives en fonction des activités exercées, ces mouvements continuent à générer une forte demande de bureaux. Une opportunité pour doter la place financière d'une vitrine plus visible à l'international et donner corps au développement d'un pôle financier à l'est.

Diziain, Renaud

Comment s'oriente la construction de bureaux en Ile-de-France ?.-

No 145, oct. 2006.- pp. 23-27, cartes, phot.

Plus de 3 millions de m² de bureaux sont aujourd'hui prêts à sortir de terre pour parer à une reprise de la demande immobilière des entreprises. Cette offre en gestation se positionne dans la continuité des pôles existants ou sur les grands projets urbains déjà initiés. Parallèlement, le vieillissement du parc de bureaux nécessitera une gestion plus active par renouvellement ou transformation ou d'autres usages.

Halbert, Ludovic

Bureaux (Les) et l'aménagement métropolitain en Europe de l'Ouest.-

No 145, oct. 2006.- pp. 28-34, cartes, tabl., phot.

Les effets entremêlés de la forme urbaine et des politiques d'aménagement ont contribué à modeler différemment la géographie des marchés de bureaux au sein des grandes métropoles européennes. Depuis

une décennie, ces marchés connaissent des mutations similaires tant dans leur forme spatiale que dans les logiques d'acteurs. Aux politiques interventionnistes de planification ont succédé des stratégies de développement économique et de régénération urbaine dont l'immobilier de bureau a servi de levier. L'enjeu est aujourd'hui, pour les métropoles d'Europe de l'Ouest, de concevoir de nouveaux quartiers péri-centraux répondant aux exigences de la densité urbaine et de la mixité fonctionnelle.

Chabbal, Barbara

Retour (Le) en grâce des quartiers d'affaires historiques.-

No 145, oct. 2006.- pp. 35-40, cartes, phot.

Partout en Europe, les quartiers d'affaires historiques jouent de leurs charmes pour rivaliser avec l'audace architecturale des nouvelles excroissances. Aux avantages de la centralité et d'une desserte optimale s'ajoutent les attributs culturels et patrimoniaux qui rendent ces quartiers d'affaires difficiles à dupliquer.

Saigault, Jean-François

Zones (Les) d'activités économiques en Ile-de-France : un puissant réseau.-

No 145, oct. 2006.- pp. 41-54, cartes, tabl., graph., phot.

Le parc francilien de zones d'activités économiques dépasse aujourd'hui largement le millier. Pourtant, la demande des entreprises reste vive et n'est pas toujours satisfaite : difficulté de mobiliser du foncier avec la fin des villes nouvelles et stock de surfaces commercialisables en baisse, gourmandise de la logistique qui absorbe les grandes emprises, restructurations et renouvellement des sites existants n'ayant pas atteint un rythme assez soutenu sont les principales raisons de ce décalage.

Saigault, Jean-François

Marché (Le) de la logistique : l'Ile-de-France leader en Europe.-

No 145, oct. 2006.- pp. 55-67, cartes, tabl., phot.

Les mouvements de délocalisation de la production et d'externalisation de certaines tâches par les entreprises dans un contexte de mondialisation et de rationalisation, font des activités de distribution une fonction incontournable de l'économie. L'Ile-de-France est devenue une plaque tournante pour la logistique grâce à sa position de grand carrefour en Europe de l'Ouest et par l'importance du bassin de consommation qu'elle représente. L'accueil de ces activités suppose cependant de répondre, mieux que par le passé, à un ensemble de contraintes spatiales et environnementales.

Delaporte, Carole

Evolution (L') et le devenir du parc de grandes surfaces commerciales en Ile-de-France.-

No 145, oct. 2006.- pp. 68-75, cartes, graph., tabl., phot.

L'appareil commercial français s'est profondément transformé et modernisé depuis le début des années 1960. La grande distribution domine, aujourd'hui, le paysage commercial : dans l'alimentaire, supermarchés et hypermarchés réalisent les deux tiers des ventes, dans le non-alimentaire, les parts de marché des grandes surfaces alimentaires et spécialisées atteignent presque 50%. Mais dans un contexte de modification des comportements d'achat et de faible progression de la consommation, le potentiel de développement de la grande distribution semble s'essouffler, seul le commerce spécialisé continue sa progression. Comment se présente le parc actuel de grandes surfaces en Ile-de-France ? Par qui est-il détenu ? Comment a-t-il évolué au cours des 15 dernières années et quelles évolutions se dessinent pour l'avenir ?

Marty, Guy

Urbanisme, aménagement, immobilier... et financiarisation.-

No 145, oct. 2006.- pp. 78-84, fig., graph., phot.

Qu'il s'agisse des dynamiques de marchés, des évolutions au sein des métiers ou des projets urbanistiques, les investisseurs sont désormais omniprésents et avec eux, les raisonnements financiers. Comment a-t-on pu en arriver à une situation si radicalement différente de celle qui prévalait auparavant ? L'argument de l'évidence, "il est logique que les règles du marché et de la rentabilité s'appliquent aussi à l'immobilier", est à la fois faible et dangereux. Faible car il relève plus du commentaire que de l'explication : si cette logique

est évidente, pourquoi n'est-elle pas révélée plus tôt ? Et pourquoi maintenant ? L'argument d'évidence est dangereux aussi car il réduit au rang d'une plate banalité un phénomène d'une telle nouveauté, d'une telle puissance, qu'il mérite au contraire que l'on s'interroge à son sujet, que l'on tente d'en comprendre les ressorts.

Mignot, Corinne/Fénéon, Franck

Emplois (Les) de bureau : état des lieux et prospective à l'horizon 2015.-

No 145, oct. 2006.- pp. 85-90, tabl., graph., phot.

L'essor du parc de bureaux francilien touche-t-il aux limites de la tertiarisation avancée de l'économie francilienne ? Quelle est sa marge de progression dans les dix ans à venir et avec quelles implications sur les volumes de bureaux à construire ? Dans l'hypothèse la plus probable retenue par l'ORIE, le parc de bureaux va s'accroître de 5 millions de m² d'ici 2015. Désormais, c'est tout autant le renouvellement que l'expansion du parc qui devront répondre aux besoins des entreprises en bureaux neufs ou remis à neuf, estimés à plus de 10 millions de m².

Nappi-Choulet, Ingrid

Management (Le) immobilier des grands groupes français.-

No 145, oct. 2006.- pp. 91-96, phot.

La fonction de gestionnaire immobilier dans l'entreprise se développe depuis quelques années sous l'impulsion de la croissance des marchés immobiliers d'entreprise et de la financiarisation récente du secteur immobilier. La professionnalisation de la gestion immobilière, accompagnée d'une spécialisation des métiers et de l'apparition de nouvelles techniques de management, constitue un enjeu considérable pour leur impact potentiel sur les performances de l'entreprise.

Delaporte, Carole

Marché (Le) de l'investissement dans le commerce et les centres commerciaux.-

No 145, oct. 2006.- pp. 97-101, tabl., graph., phot.

En troisième place derrière le bureau et le résidentiel, le marché de l'investissement dans le commerce est principalement constitué de très grands centres commerciaux alors que la part des commerces de centre-ville tend à se réduire. Malgré un contexte économique peu favorable marqué par la stagnation du pouvoir d'achat et des prévisions de croissance à la baisse l'immobilier de commerce attire de plus en plus les investisseurs. Contraints par une réglementation limitant les ouvertures de commerces, les investisseurs font le choix de conserver un patrimoine qui se valorise et de se tourner vers de nouveaux produits immobiliers tels que les parcs d'activités commerciales.

Delaporte, Carole/Luce, Laurent

Demande (La) immobilière des artisans.-

No 145, oct. 2006.- pp. 102-107, tabl., graph., phot.

Boulangers, maçons, imprimeurs, chauffeurs de taxis, cordonniers, fleuristes, joailliers, autant de métiers qui témoignent de la diversité de l'artisanat. Avec plus de 130 000 entreprises et près d'un demi-million d'actifs salariés en 2004, le poids économique de l'artisanat demeure conséquent en Ile-de-France. Mais la stabilité du nombre d'entreprises ne doit pas masquer des bouleversements sectoriels très importants : les métiers de bouche et certains services marchands comme le cordonnier, le photographe ou le teinturier se raréfient alors que d'autres comme les salons d'esthétique, les sociétés de nettoyage sont en croissance. La diversité de ces métiers génère une demande immobilière variée allant de la boutique au bureau en passant par le laboratoire. Mais l'artisan devant se rapprocher d'une clientèle de plus en plus urbaine, son principal problème est la flambée des prix de l'immobilier tant à l'achat qu'à la location.

Dizain, Renaud/Flandre, Laure

Agrément, redevance... : des réformes successives au service de l'aménagement régional.-

No 145, oct. 2006.- pp. 110-117, cartes, graph., phot.

A l'heure de la décentralisation et de la financiarisation de la production immobilière, de nouveaux quartiers tertiaires naissent grâce à l'initiative conjuguée des collectivités locales et des intérêts privés. Malgré une forte concurrence entre communes, le développement spatial du marché des bureaux s'opère de manière relativement équilibrée depuis 1995, notamment entre l'ouest et l'est de la zone centrale. Dans quelle mesure le dispositif d'aménagement réglementaire et fiscal (agrément, redevance, taxe annuelle sur les locaux) propre à l'Ile-de-France a-t-il été l'instrument de la maîtrise de ce développement ?

Diziain, Renaud/Perrin, Laurent/Solbes, Coralie

London Plan (Le) joue la carte du bureau.-

No 145, oct. 2006.- pp. 118-125, carte, phot.

Le nouveau schéma directeur du Grand Londres fait de l'immobilier de bureau la pierre d'angle d'une stratégie d'aménagement fondée sur le retour à la compacité urbaine. Densification et mixité fonctionnelle sont les mots d'ordre du London Plan pour relancer la construction de bureaux et de logements, contenir l'étalement urbain et limiter les déplacements. Anticipant une tertiarisation accrue et plus sophistiquée, le London Plan entend redimensionner ses quartiers d'affaires à la hauteur des ambitions économiques londoniennes. Les grands programmes de régénération de l'est et du nord de l'agglomération comme les anciens pôles tertiaires de la proche couronne urbaine, pourraient pâtir de la prééminence accordée à l'hypercentre.

Pageot, Laetitia/Fabre, Isabelle

Développement durable, requalification, appui aux PME : les axes d'intervention de la Région Ile-de-France en matière d'immobilier d'entreprise.-

No 145, oct. 2006.- pp. 126-130, phot.

La Région s'implique résolument en faveur du développement économique par des actions visant à valoriser les atouts de l'Ile-de-France : soutien aux filières d'excellence (pôles de compétitivité), outils de promotion (Agence régionale de développement), élaboration du schéma régional de développement économique (SRDE). Le contexte de fortes mutations appelle aussi un accompagnement des PME/TPE dans leur développement. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les aides à la requalification et à la diversification de l'offre immobilière qui visent prioritairement les territoires en marge des dynamiques du marché. Cette action s'assortit désormais des critères répondant aux ambitions de l'éco-région et du développement durable.

Delaporte, Carole

Quelles réponses des acteurs publics à la problématique immobilière des artisans.-

No 145, oct. 2006.- pp. 131-136, phot.

L'offre immobilière pour les artisans doit répondre à des besoins diversifiés selon l'activité exercée. La demande sur le segment des locaux d'activité est plus difficile à satisfaire que sur celui des locaux commerciaux. Délaissés par la promotion privée, les locaux d'activités proposés sont souvent anciens et inadaptés en taille. Les acteurs privés, pour des raisons de rentabilité, hésitent à concevoir, construire et gérer des locaux de dimension modeste. Les acteurs publics, en collaboration ou pas avec le privé, sont les mieux à même d'intégrer la dimension de la taxe professionnelle des entreprises (TPE) à leur politique d'aménagement, de développement territorial et d'offre immobilière. Face à ces situations, leur réponse est différenciée.

Lecomte, Dara

Caisse (La) des Dépôts : un rôle d'investisseur pionnier.-

No 145, oct. 2006.- pp. 137-140, phot.

L'institution financière publique, la Caisse des dépôts et consignations accompagne les collectivités territoriales dans leurs projets de développement. Dans le cadre d'opérations de renouvellement urbain, ses interventions ont pour but d'enclencher une dynamique de revalorisation sur des sites où d'autres investisseurs ne se risquent pas, ou du moins pas encore. Un engagement emblématique des marges de manœuvre de l'action publique face au jeu du marché.

Leroi, Pascale

Immobilier d'entreprise : un marché d'avenir pour la construction durable (HQE).-

No 145, oct. 2006.- pp. 141-145, tabl., phot.

Depuis le début des années 2000, les opérations immobilières de haute qualité environnementale (HQE) fleurissent en France. Les collectivités territoriales, les bailleurs sociaux, et plus récemment les opérateurs privés, intègrent des critères de construction durable dans leurs projets. Un développement qui répond à la mobilisation d'acteurs locaux et d'organismes publics, et qui devrait s'amplifier avec l'arrivée de nouvelles directives et la hausse des coûts de l'énergie et des matériaux. Conséquence positive : la diffusion récente de la construction durable aux bâtiments tertiaires et d'activités, pour une démarche encore essentiellement appliquée aux logements et aux équipements publics.

Chauvel, Jean-Pierre

Taxe (La) professionnelle donne des signes d'asphyxie.-

No 145, oct. 2006.- pp. 146-151, carte, tabl., graph., phot.

La taxe professionnelle est la principale ressource fiscale des collectivités territoriales. Elle explique la majeure partie des disparités de richesse fiscale constatées entre celles-ci. A la suite de critiques récurrentes sur le poids de la taxe professionnelle pour les entreprises du territoire national, de nombreux allègements ont conduit, depuis l'origine, à transférer à l'Etat une part croissante de la charge fiscale attendue par les collectivités territoriales. A compter de 2007, ce sont les collectivités elles-mêmes en lieu et place des entreprises ou de l'Etat, qui supporteront une partie de l'incidence des augmentations de taux d'imposition votés par elles. Ce qui devrait avoir comme répercussion de réduire encore un peu, et beaucoup pour certaines, la marge de manœuvre fiscale des collectivités territoriales.

Parnaix, Agnès

Aménagement (L') des zones d'activités économiques : l'émergence des intercommunalités se confirme.-

No 145, oct. 2006.- pp. 152-160, carte, tabl., graph., phot.

En 2006, 103 groupements à fiscalité propre regroupent 5,1 millions de Franciliens (soit 58% de la population hors Paris et 68% de communes). Pour autant, le paysage intercommunal francilien est loin d'être stabilisé. Depuis l'an 2000, le nombre de groupements a doublé, passant de 47 à 103, avec une accélération en 2003 et 2004 mais un fléchissement en 2005. la création de nouvelles structures se poursuit alors que la progression intercommunale, en passe d'être achevée au niveau national (90% des communes), marque le pas depuis trois ans. Cette « révolution tranquille » n'est pas sans conséquence sur la gestion des zones d'activités économiques (ZAE) qui, de plus en plus, passent de l'escarcelle communale à celle des groupements.

Prevost, Frédéric

SIGARIF : l'économie régionale territorialisée à portée de clics. Du SIGR aux SIG dédiés.-

No 145, oct. 2006.- pp. 161-163, cartes

A l'IAURIF, les approches territoriales et spatiales occupent une place prépondérante dans la plupart des études menées chaque année. Le système d'information géographique régional (SIGR), constitué il y a 20 ans, s'enrichit régulièrement de nouvelles couches d'informations géographiques et de nouvelles données. Depuis cinq ans environ, les SIG dédiés (SIGARIF, Visiaurif, Visiaurif Habitat, Visiaurif Tourisme, Visiaurif Politique de la Ville déjà opérationnels ou Visiaurif Formation, Visiaurif Sport, Visiaurif Risques, Visiaurif Aménagement en développement), produits « lights » dérivés du SIGR associant cartes et données, ont permis de regrouper autour de thèmes fédérateurs les partenaires naturels et institutionnels de l'Iaurif, autorisant partage et mutualisation de données. La souscription d'un abonnement annuel et la signature d'une convention par abonné suffisent à une mise à disposition d'un « SIG dédié ». L'Iaurif a retenu pour ces outils une solution logicielle fonctionnant sur des PC autonomes ou en réseau.